

La contestation sociale est insupportable à un gouvernement aux abois



Depuis plus de 4 mois, le mouvement social ne faiblit pas. Il est le fruit d'une exaspération sociale liée à une situation très détériorée pour les salariés et de la prévision d'une dégradation sans précédent contenue dans le projet de loi el khomri.

La loi el khomri porte les germes d'une situation insoutenable pour les salariés : le dumping social comme moteur des relations sociales, les licenciements comme outil économique et la

démocratie sociale bafouée. Ce gouvernement et le Medef promoteurs de cette loi, trouvent insupportable que la composante sociale puisse encore s'exprimer et que la voix des salariés ne soit pas encore étouffée, comme cela est prévu dans la loi travail.

Ils ne supportent, ni les manifestations de rue massives et pacifiques, ni les décisions de grève prises dans les Assemblées Générales, ni toutes les actions que les salariés entreprennent. Leur rêve est de voir disparaître le salariat et toutes les formes d'organisation qu'il s'est donné.

Nous sommes face à un gouvernement qui est incapable de négocier après 4 mois de lutte : le ministre du travail après 1h30 d'entretien a refusé méthodiquement les propositions faites par P. Martinez. Le dialogue de sourd n'est pas fini, le combat non plus !!



Ce mouvement qui représente des millions de salariés, jeunes, privés d'emploi et retraités ne peut pas être annulé par des décrets préfectoraux. Nous appelons à continuer à faire grandir ce mouvement

- En participant à la votation citoyenne
- En manifestant le 23 Juin (12 h Métro François Verdier)
- En manifestant le 28 Juin (12 h Arnaud Bernard)